

Guinée de Canada et dans un journal
publié au lieu ou près du lieu où le siège de
la compagnie est situé.

(3) On ne doit délivrer de lettres patentes
sur les lettres patentes subséquentes aux
lettres patentes subséquentes (2) si le
titre mentionné au paragraphe (2) a été
noté demandé et identifié au nom d'une
corporation, association ou entreprise qui
soit des affaires au Canada ou constituée
en corporation en vertu des lois du Canada
ou d'une province du Canada, ou respec-
tivement à ce nom au point que de l'avis de
ministre il semble vraisemblablement
tromper ou être confondu avec ce nom, à
moins que la corporation, l'association ou l'en-
treprise ne soit au cours de la date de
l'avis de procédure à un changement
de nom et qu'elle ne signale son consente-
ment de la façon requise par le ministre
ou si le nom demandé donne autrement
lieu à objection pour des raisons d'ordre
public.

(3) Le paragraphe 4.3(7) de la même loi
est abrogé.

110. (1) Le paragraphe 4.2(1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4.2 (1) Lorsqu'une corporation qui a
été constituée en vertu des lois d'une pro-
vince et qui fait des opérations d'assurance
demande des lettres patentes maintenant
en existence comme si elle avait été con-
stituée en corporation en vertu de l'article
4.1 et substituait à son objet des objets
relatifs au pouvoir législatif du Parlement
du Canada, le ministre peut délivrer, sous
son sceau officiel, des lettres patentes à
cette fin selon les modalités et sous réserve
des restrictions et conditions que le mini-
stre juge nécessaires dans l'intérêt public.

(2) Le paragraphe 4.2(2) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsque des lettres patentes sont
délivrées à une corporation en vertu du
présent article, le surintendant doit faire
donner sans délai un avis de la délivrance

or near the place where the head office of
the company is situated.

(3) Letters patent or supplementary let-
ters patent shall not be issued for a pur-
pose described in subsection (2) if the
requested name or form of name is the
same as the name of any corporation, asso-
ciation or firm carrying on business in
Canada or incorporated under the laws of
Canada or of any province thereof, or so
nearly resembling that name as to be, in the
opinion of the Minister, likely to deceive or
likely to be confused with that name,
unless the corporation, association or firm
is in the course of being dissolved or of
changing its name and notifies its consent
in such manner as the Minister may
require, or if the requested name or form
of name is otherwise on public grounds
objectionable.

(3) Subsection 4.3(7) of the said Act is
repealed.

110. (1) The heading preceding section
4.2 and subsection 4.2(1) of the said Act are
repealed and the following substituted
therefor:

4.2 (1) Where a corporation that was
incorporated under the laws of a province
and that is carrying on any business of
insurance applies for letters patent con-
tinuing it as if it had been incorporated
under section 4.1 and changing its objects
to objects to which the legislative authority
of the Parliament of Canada extends, the
Minister may issue under the Minister's
seal of office letters patent for that pur-
pose on such terms and subject to such
limitations and conditions as appear to the
Minister to be necessary in the public
interest.

(2) Subsection 4.2(2) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

(2) When letters patent are issued
under this section in respect of any corpo-
ration, the Superintendent shall cause
notice of the issue of the letters patent to

Corporation
Act

1970, c. 17
Sect. 4.3

1970, c. 17
Sect. 110

Corporation
Act

1970, c. 17
Sect. 4.2

Letters
Patent
Act

Non-patent

1970, c. 17
Sect. 4.3

1970, c. 17
Sect. 110

Corporation
Act

1970, c. 17
Sect. 4.2

Letters
Patent
Act